

Sommaire

Retraites – Le PCF en campagne.....	1
Présentation des matériels de campagne.....	1
Actualité.....	3
La reconquête et la promotion des services publics.....	3
Contribution du PCF à la construction d'un projet à gauche.....	3
Vie du Parti.....	6
Collectif entreprises.....	6
Communication.....	7
Bulletins.....	7
Communiqués de presse.....	7
Aide à la communication.....	7
Bulletin Idées.....	9

RETRAITES – Le PCF en campagne

Présentation des matériels de campagne

Conférence de presse du 29 avril. Présentation des affiches et du matériel de campagne. Intervention d'Olivier Dartigolles, porte-parole et responsable de la communication du PCF.

Lors du Conseil national du 16 avril, nous avons annoncé une campagne de communication de grande ampleur afin de sensibiliser l'opinion publique sur l'avenir de notre système de retraite et alerter sur le projet de la droite qui a pour objectif d'imposer sa « réforme » avant l'été. Si nous avons fait le choix d'une campagne mobilisant des moyens très importants, d'une campagne qui vise à susciter des réactions, notamment avec les deux affiches nationales que nous proposons pour la journée du 1er mai, si nous priorisons cette bataille dans l'engagement des communistes, c'est que l'essentiel du rapport de force face à la droite, au patronat et aux marchés financiers va se jouer dans les semaines à venir. Les mois de mai et juin seront vraiment déterminants pour mettre en échec le gouvernement. Le Gouvernement laisse croire à une période de « dialogue », « d'échanges », mais en fait tout est bouclé, en témoigne cette semaine sa fin de non recevoir sur la question de la pénibilité et de l'emploi des seniors.



Je ne reviens ici sur les enjeux décisifs qui dépassent la seule question des retraites. Nous sommes face à un véritable choix de société. Aussi, le débat doit avoir lieu. Le Gouvernement doit renoncer à un passage en force. Une délégation du PCF conduite par Marie-George Buffet sera reçue demain par le ministre du Travail, c'est l'une des exigences que nous porterons : comme en 2005 sur le TCE, notre peuple doit, à partir des réalités, se faire son opinion. Chacun doit pouvoir disposer des éléments, de tous les éléments (je pense par exemple aux nouvelles ressources pour financer notre système solidaire par répartition). Normalement, cette communication éclairant loyalement les enjeux, laissant ouverte toutes les solutions pour répondre aux défis de la période, devrait être assurée par l'État. Les moyens publics, plus de 5 millions d'euros, sont affectés à d'autres missions : relayer « les salades », les mensonges et les manipulations de l'Ump et du patronat. L'intoxication idéologique délivrée veut laisser croire qu'il n'y aurait pas d'autres réponses que le recul de l'âge légal du départ à la retraite avec un allongement des durées des cotisations et une nouvelle baisse du niveau des pensions.

La droite redoute avant tout que le débat citoyen et populaire puisse se lever. Alors tout est bon pour détourner l'attention de l'opinion publique. Nous assistons à un nouveau concours de boules puantes. Du voile à la fraude aux allocations familiales, en passant par la suppression de ses aides aux familles les plus en difficultés, aux petits jeux

des amalgames, des stigmatisations, des préjugés, la droite travaille à un pourrissement des valeurs, en premier lieu celles de la justice, de l'égalité et de la solidarité.

Ce dispositif idéologique vient de trouver un nouveau terreau avec la situation en Grèce. Le message est clair : aujourd'hui, la Grèce est dans la tourmente, demain le Portugal, l'Espagne et l'Irlande, et après-demain la France si vous n'engagez pas rapidement la vente à la découpe de votre protection sociale, en commençant par les retraites. C'est le grand retour de la Finance, renflouée avec des prêts à 1% par la BCE et les États, elle fait payer l'addition aux peuples avec des taux de 11 à 18 %. La Ministre Lagarde n'est pas en reste dans ce troisième chapitre de la crise commencée en 2007/2008, elle annonce un prêt à la Grèce à 5% qui rapportera 150 millions à l'État. Voilà un mélange d'infamie, d'obscénité qui nécessite un haut niveau de riposte.

Le Parti communiste, comme l'a réaffirmé hier Marie-George Buffet, est solidaire du peuple grec. Nous allons dans les cortèges du Premier mai avec le brin de muguet, le tract retraite tiré à plus de 3 millions d'exemplaires, et avec la pétition citoyenne lancée par le journal L'Humanité pour une aide d'urgence au peuple grec. Le mot d'ordre de notre campagne retraite « retraits juste » sera accompagné du drapeau grec avec un message : « La-bas comme ici, résistance à la Finance ».

Venons-en aux deux affiches nationales imprimées à 200 000 exemplaires.

Nous avons fait le choix d'utiliser les codes de la communication sociétale afin de créer une prise de conscience. On nous dira, c'est un peu brutal. La brutalité est du côté de la droite, nous ne faisons qu'éclairer la vraie nature du projet gouvernemental. Nous voulions un message qui puisse toucher la jeune génération, qui puisse lui parler car cette contre-réforme les vise particulièrement. Comme je l'indiquais dans le rapport présenté au dernier Conseil national, la mise en mouvement de la jeune génération est l'une des clés de la dynamique de rassemblement pour mettre en échec Sarkozy.

L'affiche des barreaux en forme de cannes s'inspire des campagnes traitant des grandes causes humanitaires pour susciter une prise de conscience instantanée sur la gravité d'un recul de civilisation passant par la casse du système solidaire des retraites. Le troisième âge peut être une troisième vie, libérée des contraintes. Les mains sont celles d'un jeune homme d'environ 35 ans, c'est pour nous le moyen de défendre le lien intergénérationnel que la droite veut à tout prix briser. Mais nous voulions aussi évoquer la souffrance au travail et l'idée que la mise en œuvre de la réforme de la droite ferait que le « droit à la retraite » n'advierait que pour des humains ne pouvant plus en profiter. L'idée des barreaux matérialisés par des cannes nous est apparue comme étant très efficace symboliquement, résumant la conception « prison », « isolement » du projet de la droite. Le mot Libération peut enfin évoquer cette période où le peuple français a conquis la protection sociale dont le droit à la retraite est l'un des piliers.

L'affiche boucherie s'attaque plus particulièrement à un volet de la réforme : l'allongement de la durée de cotisation. Nous avons fait ici le choix d'une image choc à la hauteur de la régression que nous promet la réforme au travers des yeux d'une enfant. Nous sommes presque de retour aux Temps Modernes ou au Kid de Charlie Chaplin. Cette petite fille n'a pas perdu ses rêves mais la voilà obligée de travailler, « pour atteindre les 42 années de cotisation retraite, mieux vaut commencer tôt »...que sommes-nous en train de devenir, voulons nous vraiment de cette société qui fait machine arrière ? De quoi sera fait demain si des enfants en viennent à remplacer leurs jouets par des pièces de viandes.

Vous retrouverez tous ces visuels dans le 8 pages édité en 3 millions d'exemplaires que nous distribuerons pour la première fois ce samedi 1er mai. Il contient un édito de Marie-George Buffet et Pierre Laurent, un décryptage sérieux du projet de la droite, des propositions alternatives, crédibles, chiffrées et argumentées. Il fait la démonstration de la possibilité d'une autre réforme des retraites, juste et efficace.

Avec l'organisation des premiers débats (déjà une centaine sont à l'agenda, notre objectif est d'atteindre le millier d'ici la fin juin), toute la semaine prochaine les membres de notre direction nationale, les élus, les militants seront devant les entreprises, les lycées, les campus, dans les quartiers, sur les marchés pour distribuer le journal de campagne et engager le débat avec les citoyens, les salariés, les jeunes.



Nous consacrerons nos émissions « expression directe », diffusées à partir du 10 mai sur le service public télévisé, à la question des retraites. Un site internet spécialement consacré à cette campagne est mis en service dès cette fin de semaine, il reprendra l'ensemble de nos matériels et nos propositions, nous voulons aussi en faire un centre de ressources où chacun pourra s'informer, de documenter. Notre ambition est une campagne vérité d'une dimension comparable à celle de 2005 sur le Traité constitutionnel européen.

Voilà pour ce que nous pouvions présenter aujourd'hui. Une dernière information, sans pouvoir en dire trop sur le sujet afin de préserver l'effet de surprise. Vendredi, nous lancerons le premier épisode d'une série de 4 vidéos virales sur internet qui feront à n'en pas douter parler d'elles. Nous en reparlerons le temps venu.

Nous n'avons pas les moyens de l'État UMP, mais nous avons des idées et nous les mettons à la disposition du rassemblement syndical, politique, associatif, intellectuel et citoyen, pour ne pas battre en retraite et gagner la bataille.

A VOIR

Le site Web de la campagne : <http://www.onnebatpasenretraite.fr>

Le kit militant : <http://www.onnebatpasenretraite.fr/?q=content/mat%C3%A9riels>

La première vidéo de campagne : <http://www.youtube.com/watch?v=000G2zXwAVc>

Le tract national : http://www.onnebatpasenretraite.fr/sites/default/files/tract_pcf_retraite.pdf

Le site de l'appel unitaire : <http://exigences-citoyennes-retraites.net/>

L'agenda des initiatives : <http://www.google.com/calendar/embed?src=alis63fiq5lt91448gpi4o5tqc%40group.calendar.google.com&ctz=Europe/Paris>

Actualité

La reconquête et la promotion des services publics

Le 5 juin se tiendra à Paris, la réunion des collectifs « pour des états généraux des services publics » dont le P.C.F. est signataire.

Elle sera précédée dans les départements par des rencontres qui échangeront sur les questions retenues dans l'appel.

Pour participer de ce débat, chaque organisation signataire avait en charge le produire une contribution.

Tu trouveras ci-après, celle de notre parti, travaillée avec la commission « services publics ».

Notre parti a décidé de participer à la réussite de ces rencontres et invité chaque militant à être présent dans les temps départementaux.

Contribution du PCF à la construction d'un projet à gauche

La défense et la promotion des services publics au plan national comme local est constitutive d'une conception d'une société d'émancipation humaine, une société des droits humains libérés des contraintes du profit. Entre l'usager et le client le débat est avant tout politique plus que sémantique. Pour faire court, un usager a des droits alors qu'un client a surtout des moyens.

C'est en ce sens que les services publics sont un facteur essentiel de réduction des inégalités, d'aménagement du territoire, de modernisation de notre pays, de garantie de l'égalité républicaine et qu'ils sont apparus dans notre pays comme un amortisseur à la crise. Ce faisant, compte tenu de la diminution des moyens attribués et de l'abandon des responsabilités de l'Etat en la matière, les services publics accomplissent leurs missions dans des conditions de plus en plus dégradées, les mettant en difficultés pour répondre à l'exigence de qualité que la population attend.

Par conséquent, ni la logique de mise en concurrence « libre et non faussée » qui sous-tend la marchandisation des biens et secteurs relevant du bien commun, ni le statu quo ne sont des positionnements acceptables.

En effet, aujourd'hui, dans le droit fil des logiques libérales, l'ambition du gouvernement est d'achever la marchandisation des services publics et leur mise en concurrence. La Santé, La Poste, les Transports, l'Energie... aucun secteur n'est épargné par les directives européennes et la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP).

La (RGPP) est d'abord une purge contre l'emploi (35 000 emplois de fonctionnaires en moins en 2009, 105 000 sur les trois prochaines années). C'est l'arme fatale de la droite et de Sarkozy qui, sous couvert de modernisation et de simplification des politiques publiques, met en œuvre un immense retour en arrière en matière de qualité de services publics et d'emploi dans l'administration. C'est le choix délibéré de l'impuissance publique organisée dans des secteurs clés ou vitaux pour les besoins de la population.

Pour exemple :

- La fusion des administrations des Impôts et de la Comptabilité publique (Trésoreries) c'est traduite par un plan social de plus de 70 000 emplois sur 130 000, la disparition de nombreux centres des impôts et de trésoreries et l'affaiblissement des capacités de contrôle de l'administration fiscale, porte ouverte pour la croissance des profits financiers des entreprises et l'accumulation de fortunes.

L'attaque contre l'Ecole, de la Maternelle à l'Université, est d'envergure. Sur fond de suppression massive d'emplois dans l'éducation et la Recherche les nombreuses réformes mises en œuvre par N. Sarkozy et ses ministres touchent aux fondamentaux du service public national d'éducation, et de formation : fin de la sectorisation scolaire, fichage des élèves, réforme de l'école élémentaire, du collège au lycée sur la base d'une refonte des programmes, autonomie et mise en concurrence des établissements... Conséquence de cette politique c'est une école à deux vitesses qui se met en place. Aux antipodes d'une école participant de l'émancipation des individus, de la socialisation des jeunes, qui transmette des valeurs et la connaissance, forme à l'esprit critique, aide l'individu à se construire, à s'épanouir en lui donnant les clés pour comprendre le monde et ainsi contribuer à former le travailleur, le préparer à l'insertion professionnelle. Comme le projetait le programme du Conseil National de la Résistance, en 1944, qui souhaitait « donner la possibilité effective à tous les enfants de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents » En juin 1947, le « plan Langevin - Wallon » posait comme premier principe : « tous les enfants, quelles que soient leurs origines familiales, sociales, ethniques, ont un droit égal au développement maximum que leur personnalité comporte ».

Pour l'enseignement supérieur et la recherche, la loi LRU est conforme en tous points aux recommandations visant à « construire l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde » formulées au niveau européen par l'agenda de Lisbonne (2000) précédé par Bologne (1998). Elle implique le développement du financement privé des universités et une recherche assujettie aux règles de la compétitivité et du marché... par la mise en concurrence des établissements, des formations, la concentration à l'extrême de tous les pouvoirs d'élaboration et de décision, l'abandon de toute préoccupation de cohérence nationale, la mise en pièces des missions et de la logique de service public, la réduction drastique des représentants de la communauté universitaire, enseignants, étudiants et personnels, l'introduction subreptice de mécanismes de sélection à l'entrée de l'université, autant de dimensions qui ont suscité en leur temps des résistances fortes des acteurs de la communauté universitaire.

En même temps que l'Etat se désengage de ses responsabilités dans la gestion des services publics vers le privé, il en renforce la mainmise par un mode de gestion bonapartiste notamment concernant les services de l'Etat : le pouvoir se concentre aux mains des préfets de région et dans les ministères, l'Elysée a une mainmise de plus en plus importante sur les services. Le Parlement est marginalisé.

Sortir les services publics des logiques marchandes

La privatisation des services publics renvoie à l'idée selon laquelle une entreprise privée est en mesure de préserver l'intérêt général et assurer le service à tous pour peu que s'exercent sur elles des contraintes émanant d'un « régulateur indépendant » garantissant la concurrence au bénéfice de l'utilisateur devenu client. Parmi les nombreux exemples qui contredisent la fable de la concurrence qui fait le bonheur du client, ce dernier en date est significatif. L'autorité de régulation vient d'autoriser GDF-Suez à augmenter les tarifs de 9.7% ce qui constitue en cumulé une hausse de 40% en cinq ans. Cela se passe de commentaires

Bien loin de déboucher sur les progrès annoncés par ses défenseurs, l'introduction de la concurrence a conduit les opérateurs, publics comme privés, à orienter leurs choix d'investissement et de tarification en fonction des objectifs de rentabilité financière et de conquête de parts de marché au détriment des missions de service public. Le « service universel » défini dans ce cadre n'est plus qu'un ensemble de prestations minimales sans rapport avec les exigences d'aujourd'hui.

Le « livre blanc » de la Commission européenne (2004), qui a inspiré la directive Bolkestein puis le règlement Mandelson, demande que les Services d'intérêts généraux répondent « aux besoins des consommateurs et des entreprises » En France dans certaines régions, les Services sociaux d'intérêts généraux (SSIG) ont été mis en place pour la formation professionnelle. Le caractère public de ces services n'est pas garanti sur la durée. Car ils sont soumis à l'évolution de la législation européenne au gré des décisions de la Cour européenne de justice dont les arrêts privilégient la concurrence.

Il faut donc sortir les services publics des logiques marchandes. Toute notre action sera au service de cet objectif, ainsi nous nous opposons à la privatisation et aux fermetures annoncées que ce soit dans le cadre des missions des agences régionales de santé ou bien encore de l'ouverture à la concurrence des dessertes ferroviaires, de la privatisation de la Poste (nous étions contre le changement de statut de la Poste en société anonyme à capitaux publics, ouvrant la voie à la privatisation, ce qui est malheureusement acté aujourd'hui), des ports...

Nous nous opposerons à leur mise en concurrence et à l'intrusion dans leurs gestions des critères de rentabilité financière en faisant valoir d'autres critères, d'efficacité sociétale et de coopération.

Nous nous opposons à la mise en cause des statuts des agents des services publics acquis par le programme du Conseil national de la Résistance en 1945, à la mise en concurrence entre les fonctionnaires par l'introduction de la rémunération « à la performance », la mobilité forcée et le harcèlement qui, comme à France-Télécom a conduit des hommes et des femmes au suicide.

Reconquérir, moderniser les services publics, en créer de nouveaux

Nous défendons le principe d'une responsabilité publique nationale sur les biens et services essentiels, pour lesquels l'égalité d'accès et de traitement, la solidarité et la sécurité collective doivent prévaloir.

Les biens communs de l'humanité et les besoins vitaux doivent revenir dans la sphère publique : le logement, les grandes infrastructures, la gestion de l'eau (voir la loi), la santé, la formation, ...notre action vise à favoriser une réappropriation publique de ces secteurs.

Il faut se fixer comme objectif de remettre dans le domaine public des secteurs privatisés par les gouvernements précédents (au premier rang desquelles figurent France Télécom, Air France), renationaliser EDFGDF et empêcher la mise en pièces de la SNCF.

Développer des pôles publics d'impulsion et de coopération dans des secteurs aujourd'hui malades de la financiarisation, comme l'eau et le traitement des déchets ou le médicament. Dans cet esprit nous proposons la création d'un opérateur public de l'eau et du traitement des déchets. Ainsi que la mise en place à chaque niveau territorial pertinent d'instances démocratiques composées d'élus, d'associations d'usagers et d'organisations syndicales de salariés, qui soient chargées de définir les missions de service public, les structures à mettre en place, la politique tarifaire – y compris les gratuités à instaurer – et de contrôler la bonne exécution des services.

Notre action vise aussi à contribuer à créer et développer de nouveaux services publics répondant à des besoins qui se renforcent. Il en est ainsi de l'aide à la personne et de la question de la dépendance, sans parler des services publics de l'emploi, de la formation...

Dimension européenne. En prenant le contre-pied de la mise en concurrence des peuples, il serait souhaitable de réfléchir à partir des acquis et de l'histoire de chaque peuple, à des outils de coopération des services publics européens, hors de la logique actuelle de marchandisation, de mise en concurrence et de privatisation, notamment dans les secteurs de l'énergie, des transports et de la communication. L'énergie et les transports étant deux domaines au cœur des enjeux climatiques discutés à Copenhague.

La modernisation du service public ne peut se concevoir sans une augmentation des dépenses publiques à travers une réforme de la fiscalité, et leur réorientation vers les budgets sociaux.

Face aux besoins considérables de financement des services publics, il faut mobiliser d'autres ressources. Pour cela nous proposons de sortir de l'emprise des marchés financiers par la création d'un Pôle public de financement et du crédit, à partir de la mobilisation des ressources de la Caisse des Dépôts, des Caisses d'Epargne, des services financiers de la Poste et la nationalisation de certaines banques ayant eu recours à l'argent public.

La modernisation du service public, c'est aussi la reconquête des droits par les agents.

- La reconnaissance réelle d'une carrière et de la retraite à 60 ans à taux plein L'ouverture massive de postes aux concours à tous les niveaux dans la fonction publique.

- L'extension des statuts à tous les agents des services publics actuellement précarisés (20% des agents de la fonction publique ne sont pas titularisés, parmi eux des enseignants des chercheurs, etc.) par un plan de titularisation dans la fonction publique sur la base des règles prévues par la réforme Le Pors de 1983.
- Permettre l'expression des salariés dans les instances de concertation prévues par la réforme Le Pors.

Dans le public comme dans le privé, le concept de statut attaché à des garanties d'emploi, de carrière et de retraite peut être une idée d'avenir. Le service public doit être promoteur de garanties sociales pour l'ensemble des salariés conciliant vie professionnelle et familiale, créateur d'emplois pour les jeunes.

Appropriation par les citoyen-ne-s

La gestion étatique des services publics n'a pas permis de répondre à la hauteur nécessaire aux besoins et aspirations des populations. Au cœur de notre projet d'avenir pour les services publics nous plaçons les citoyen-ne-s comme usagers, comme salarié-e-s mais aussi comme décideurs dans le cadre d'une appropriation sociale de ces services

Le droit de contrôle et d'intervention sur les choix en matière de service public ne peut pas rester l'apanage de technocrates ou des seules directions d'entreprises. Des droits nouveaux doivent être accordés aux agents, aux usagers et à leurs associations, aux élus des différentes collectivités territoriales. L'Etat doit prendre ses responsabilités et la gestion des services publics doit s'effectuer en complémentarité entre les collectivités publiques, l'Etat et les collectivités territoriales.

Nous proposons la mise en place d'ateliers Citoyens ancrés dans les territoires pour rendre effective la participation des citoyen-ne-s aux prises de décisions. Ces ateliers doivent être le lieu d'élaboration démocratique d'un plan de reconquête et de modernisation des services publics à partir du recensement des besoins. Ils participeront à la définition des contenus des prestations attendues, les priorités d'investissement, la qualité des services rendus, la politique tarifaire et les éventuelles gratuités.

Pour que les services publics renouvés aient les moyens de conduire leur mission il faut qu'ils en aient les moyens humains. Il faut en finir avec le dogme de l'emploi public qui creuse les déficits et donc recruter les agents publics de l'État, des collectivités locales, des entreprises publiques, en nombre suffisant pour faire face aux départs à la retraite et aux besoins.

Fort de cet engagement, nous sommes pleinement partie prenante du comité national pour des Etats-généraux du service public car nous pensons qu'un débat citoyen sur cette question est utile. C'est ce que nous voulons ensemble, associations, syndicats et partis politiques, avec l'organisation le samedi 5 juin d'une rencontre de tous les comités locaux.

Vie du Parti

Collectif entreprises

Le dernier Conseil National a pris des décisions visant à engager le Parti dans une campagne offensive sur l'avenir des retraites. Il s'agit de combattre les projets et les arguments de la droite et du Medef, et de promouvoir les propositions du PCF pour une grande réforme de progrès des retraites.

Pour aider les animateurs de cette bataille parmi les salariés, dans les entreprises et sur les lieux de travail, le secteur entreprise organise une matinée de formation Vendredi 7 Mai de 9h30 à 12h30, avec la participation de Catherine Mills, économiste communiste, universitaire et spécialiste de la protection sociale.

Cette séance de formation aura lieu au siège national du Parti, salle des Conférences.

Bulletins

Cette semaine, le dernier numéro de la Lettre Relations Internationales (LRI).

A télécharger

La lettre LRI : http://www.pcf.fr/IMG/pdf/LRI_04-2010.pdf

Communiqués de presse

- [Lancement de la campagne de communication sur les retraites du Parti communiste.](#)
- [Grèce/Europe : austérité et régression sociale ne sont pas la solution ! \(Déclaration de Marie-George Buffet\)](#)
- [Le gouvernement joue les éveilleurs de haine \(Marie-George Buffet\)](#)
- [Maroc : le PCF est solidaire des 850 ouvriers licenciés de l'entreprise SMESI](#)
- [Décès de Jean Le Bitoux : Réaction de Marie-George Buffet](#)
- [La suppression des allocations familiales : un aveu d'échec du gouvernement](#)

Aide à la communication

Congrès du PCF : la réflexion est lancée

La direction communiste a adopté les textes préparatoires à son congrès d'étape de juin. À l'ordre du jour, la construction d'un front majoritaire pour 2012, et les transformations du PCF décidées en 2008. Sur la table, deux textes destinés à alimenter la réflexion des communistes dans la préparation de leur congrès d'étape, convoqué du 18 au 20 juin prochain. Celui-ci a pour ordre du jour l'évaluation et les suites des orientations mises en œuvre depuis le 34e congrès de décembre 2008, qui avait décidé la construction d'un « front progressiste et citoyen » destiné à donner corps à une alternative majoritaire à la droite et le choix de continuer le PCF tout en engageant « sa profonde transformation ».

Le premier choix s'est traduit depuis par la création du Front de gauche aux élections européennes et régionales, qui a permis d'ouvrir « un nouveau chemin d'espoir à gauche », selon la direction communiste. Celui-ci « n'est que la première étape d'un front populaire majoritaire », a indiqué Pierre Laurent, candidat à la succession de Marie-George Buffet comme secrétaire national du PCF au congrès. « Nous voulons faire entrer le Front de gauche dans une nouvelle phase » pour en « dépasser les limites » actuelles, a-t-il expliqué. « Nous voulons ne pas en rester à un cartel d'organisations, mais déployer une dynamique populaire et citoyenne » en ouvrant des « espaces d'engagement » aux citoyens dans le Front de gauche, dont les formes sont à imaginer. D'ici à 2012, un « travail énorme sur le projet est à accomplir ». La question du contenu de ce projet a été au cœur des échanges du Conseil national, certains plaçant par ailleurs pour l'ouverture dès maintenant du débat dans le parti sur la candidature pour le porter à la présidentielle (communiste ou non communiste).

Auparavant, le Conseil national a validé le lancement d'une « campagne de lutte d'idées et de propositions » sur les retraites. Pour le PCF, en dépit des « mensonges de la droite » avec l'instrumentalisation des chiffres alarmistes du COR (Conseil d'orientation des retraites) et « le refus du débat démocratique » de cette dernière, la situation est « ouverte ». « Les projets du gouvernement peuvent être mis en échec », estime Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF. Il a plaidé pour une « campagne très combative avec un engagement militant comparable à celui de 2005 pour la campagne référendaire contre le traité constitutionnel européen », articulée « à toutes les mobilisations sociales et syndicales ».

Une première semaine d'action sur les retraites a été décidée, entre le 1er et le 6 mai.

Retraite, l'économie pèse plus lourd que la démographie

Dans la bataille des retraites, il est bon de mettre le sujet en perspective et de montrer que la crise des systèmes de retraite, qu'ils soient par répartition ou par capitalisation, est liée à celle d'un capitalisme mondialisé et financiarisé.

L'écroulement des marchés boursiers a impacté les systèmes par capitalisation, qui ont vu la valeur de leurs investissements baisser de 23 % en 2008. Le développement du chômage et celui de la précarité tirent par ailleurs les systèmes par répartition vers le bas en diminuant leurs recettes. Cette évolution n'est pas ponctuelle. Tout donne à penser que l'atonie de la croissance risque de durer, particulièrement en Europe. Cela tend à montrer que les facteurs économiques ont certainement – en bien ou en mal – des effets bien plus grands sur l'équilibre des systèmes de retraite que les mutations démographiques. Ils peuvent rendre ces dernières très difficiles à supporter socialement ou, à l'opposé, permettre un épanouissement des relations intergénérationnelles.

Ce qui menace l'équilibre des régimes de retraite, ce sont donc moins les progrès obtenus en matière d'espérance de vie que le type de productivité inhérent au capitalisme qui tend à remplacer l'homme par la machine. Dans le contexte de la révolution informationnelle en cours, ce type de productivité, poussé en avant par les nouvelles technologies, induit à la fois une baisse considérable des coûts, particulièrement ceux du travail, et une suraccumulation de profits, de capitaux qui, en quête de rentabilité, nourrissent toutes sortes de spéculations. Ce formidable soufflet financier impose des prélèvements insupportables sur la croissance réelle au point de l'étouffer, générant de violentes crises telle celle traversée.

Pour rééquilibrer le financement des retraites, il ne s'agit pas d'imposer un autre partage des richesses tout en s'épargnant de remettre en cause la manière de les produire. Pour augmenter les recettes, il faut à la fois accroître la richesse produite grâce au développement de l'emploi qualifié et réduire les prélèvements du capital. Le nombre de cotisants progresserait et la masse des cotisations avec. Il faut donc transformer les gestions d'entreprise, mais aussi s'attaquer à cette enflure financière entretenue, soutenue par les politiques publiques, notamment en Europe, par toute la construction élaborée autour de l'euro et du marché unique. Il ne faut pas perdre de vue en effet que l'offensive actuelle contre les déficits publics, notamment contre les dépenses de protection sociale, vise en fait à permettre de restaurer et développer les prélèvements de la finance.

Entre la retraite à soixante ans dans de bonnes conditions et Paris place financière, il faut choisir.

Retraite : l'épouvantail

L'épouvantail est l'homme de paille du jardinier et le rapport du COR celui de Laurence Parisot ou de Nicolas Sarkozy.

Les prévisions financières vont être détaillées dans une seule perspective : faire peur aux salariés et truquer les termes du débat. Les trois scénarios dessinés par cet organisme nommé par le pouvoir ensevelissent l'opinion sous une avalanche de déficits pour imposer le report de cinq ans du départ effectif à la retraite, c'est-à-dire au-delà de soixante-six ans en 2020 et soixante et onze ans en 2050 !

Les hypothèses étant fondées sur l'état de crise actuelle, sur le maintien du chômage à un niveau très élevé et surtout sur le dogme patronal de l'impossibilité d'améliorer la participation patronale, un film catastrophe est produit au service de la déclaration d'Éric Woerth : « Il y a un sujet sur lequel évidemment le gouvernement n'est pas ouvert, c'est l'augmentation des prélèvements. » Pas touche aux revenus financiers, aux spéculations boursières, aux stock-options ni aux dividendes versés aux actionnaires ! Tous sont pourtant ponctionnés sur les fruits du travail ! Et ces bons apôtres prétendent agir dans l'intérêt des générations futures alors qu'ils le foulent au pied, en refusant de taxer les fortunes.

Parmi les ressources laissées en friche par le COR, plus de 30 milliards d'euros figurent dès cette année... Il s'agit des allègements de cotisations sociales consenties au patronat. Mais il est un nouveau dogme devant lequel le gouvernement voudrait que tous s'inclinent : c'est aux salariés et à eux seuls de financer leur retraite, comme si les pensions n'étaient pas des salaires socialisés par le jeu de la répartition. Voilà qui permet d'exclure le patronat de ceux qui seront sollicités et à Laurence Parisot de réclamer toujours plus de sang et de larmes... pour les autres. Rien d'étonnant à ce que, pour 71 % des personnes interrogées par Opinionway pour l'Institut de France, le mot « capitalisme » évoque quelque chose de négatif et que 77 % des Français considèrent que la croissance économique ne bénéficie qu'à un petit nombre, que ces bénéficiaires sont, pour 87 % des sondés, les actionnaires, tandis que les deux tiers voient dans les salariés les principales victimes du système. C'est vrai ! Et le dossier des retraites, tel que le gouvernement voudrait le boucler et le bâcler en quelques semaines, en apporte confirmation en un temps où les profits atteignent des records, même écornés par les soubresauts économiques, pour les géants du CAC 40.

Le droit à la retraite à soixante ans constitue une véritable conquête sociale qu'un pays, qui a doublé en quelque trente ans les richesses qu'il crée, a la possibilité de financer. Alors que les États-Unis commencent à peine à mettre en place un système de protection sociale, la France en a mis un au point qui contredit le principe de « la concurrence libre et non faussée », qui isole chaque salarié face aux multinationales. 58 % des personnes interrogées dans le sondage déjà cité sont persuadées qu'on peut « inventer mieux » que ce système capitaliste « imparfait » à leurs yeux.

Raison de plus pour ne pas en abandonner les prémices, la retraite à soixante ans pour tous avec des pensions convenables.

Le dessus du panier ou la richesse des plus riches

Le bouclier fiscal ? « C'est modeste, ça concerne environ 20 000 personnes », lâche le nouveau ministre du Budget, François Baroin.

« Trop taxer les plus riches n'a jamais permis d'enrichir les plus pauvres », sermonne Jérôme Chartier, député UMP du Val-d'Oise. « Je n'oublie pas que c'est Dominique de Villepin qui l'avait instauré », ajoute François Goulard, qui appelle à sa suspension « le temps de la crise ».

Pourquoi s'acharner, en somme. Que 1 000 ménages se partagent 365 millions d'euros du chèque-cadeau de l'État – 63 % à eux seuls du montant global du « bouclier fiscal » renforcé par Nicolas Sarkozy aussitôt arrivé au pouvoir – ne serait acceptable qu'en dehors des temps de crise ? Il est vrai aussi qu'il n'y a que 5 800 personnes en France à disposer de revenus qui vont de 688 000 euros à plus de 13 millions d'euros par an. Elles sont le dessus du panier du petit pourcent de Français les plus riches qui se partagent le tiers des revenus du patrimoine et près de la moitié des plus-values et autres levées d'options boursières. L'Institut national de la statistique note avec pudeur que si les écarts de richesse – devrait-on dire de pauvreté ? – n'ont guère varié pour 90 % des ménages, ils explosent entre ceux-là et les 10 % les plus riches. Et encore, son étude ne considère que la période qui va de 2004 à 2007.

« La justice fiscale, c'est un immense sujet. Moi, je ne crois pas au grand soir de la fiscalité ! » a lancé l'avocate d'affaires devenue ministre de l'Économie. On croit sur parole Christine Lagarde. On doute même encore moins qu'elle puisse s'attaquer au chantier de la « justice fiscale ». Le gouvernement et la majorité auxquels elle appartient n'ont précisément pour seul programme que l'accentuation des inégalités, qu'elles soient fiscales ou sociales. De ce point de vue, c'est un festival de réussites. La suppression de la taxe professionnelle ? Ce seront 8 milliards d'euros en moins pour les collectivités et autant de gagné pour les actionnaires. Les allègements de cotisations sociales, véritables primes aux bas salaires ? Ce sont 23 milliards d'euros en moins pour l'État, chaque année, et autant de plus pour les mêmes. Ajoutons le petit cadeau du crédit impôt recherche, cher à Nicolas Sarkozy : 4 milliards d'euros par an, dont nul ne peut prouver l'usage réel.

Quant à l'impôt sur les sociétés censé être de 22 %, il n'est en réalité que de 8 % pour les entreprises du CAC 40.

Bulletin Idées

La politique sécuritaire de Sarkozy

Après un déplacement dans l'Essonne consacré au malaise paysan puis un autre, vendredi dernier, dans un cabinet médical de Seine-Saint-Denis où il a annoncé la revalorisation des tarifs des consultations des généralistes, Nicolas Sarkozy poursuit donc avec la sécurité sa stratégie de présence ciblée sur le terrain. Après les régionales, l'Élysée a en effet décidé de mettre entre parenthèses les grandes interventions médiatiques à la télévision pour privilégier une communication à destination d'une frange de son électorat. Le Figaro explique que la gauche a beau jeu d'ironiser sur le bilan de Nicolas Sarkozy, nommé ministre de l'Intérieur en 2002, élu chef de l'État en 2007, et qui invite aujourd'hui à « une fermeté absolue » contre l'insécurité. D'abord parce que le mal était profond et qu'il ne se soigne pas si vite. Ensuite parce que les chiffres de la délinquance sont en baisse. Enfin parce que tous les sondages montrent qu'en matière de sécurité l'opinion fait davantage confiance à la droite qu'à la gauche. En remettant la sécurité en tête de ses priorités, Nicolas Sarkozy n'a guère de chances de se tromper. Il sait que c'est une des préoccupations majeures non pas de son électorat, mais de l'ensemble des Français. La gauche a chèrement payé d'avoir négligé cette réalité et d'avoir dénoncé le « délire sécuritaire » de la droite. On attend avec impatience son programme en la matière.

Le débat à droite et la popularité de Sarkozy

Sondages. Selon l'enquête Ifop/JDD, dans la perspective de l'élection présidentielle de 2012, le chef de l'Etat reste le candidat préféré pour 51 % des électeurs UMP. Pour reconquérir les autres, sa méthode a changé. N. Sarkozy n'a pas de rival à droite pour la présidentielle, en tout cas chez les sympathisants UMP. Mais la confirmation de la primauté présidentielle ne règle pas tout. Le score de Sarkozy chez ses sympathisants est décevant : 49 % des UMPistes souhaitent spontanément un autre homme ! A 20 % seulement, Sarkozy est talonné par Villepin, à 13 %, qui tire avantage du soutien des gauches et du centre, reconnaissantes envers lui d'oser défier l'ennemi.

Selon le sondage Viavoce/Libération, depuis l'élection de Nicolas Sarkozy les résultats n'avaient jamais été aussi désastreux : 62 % des Français déclarent éprouver une opinion « négative » concernant le chef de l'Etat (dont 34 % « très » négative) et seulement 35 % une opinion « positive » (dont 9 % « très » positive), soit une baisse de 2 points par rapport aux données enregistrées le mois dernier, et de 9 points par rapport à celles du mois de janvier. Ironie de l'histoire, François Fillon, l'« homme de l'ombre » voit sa propre popularité stabilisée à 47 % (+1), distançant de 12 points celle du président.

Ce discrédit envers Nicolas Sarkozy s'explique, pour une large part, par le jugement porté sur trois années de présidence Sarkozy : 66 % des Français estiment que « ces trois années de présidence Sarkozy » ont été « un échec », contre seulement 25 % d'un avis contraire. A titre indicatif, Viavoce avait posé cette même question après un an de présidence Sarkozy : à l'époque, en avril 2008, 59 % des Français estimaient que la première année avait été « un échec ». En deux ans, le divorce entre N. Sarkozy et l'opinion s'est encore creusé. Et les critiques relèvent notamment de quatre ordres : Les Français reprochent prioritairement et massivement à N. Sarkozy son manque de résultats : 70 % ne sont « pas satisfaits » des « résultats obtenus » ; sa « présence dans les médias » est ensuite mise en cause (61 %) ; à équivalence, ses « orientations politiques » sont stigmatisées (60 %) ; enfin le « style personnel » est décrié (57 %). Ce discrédit concernant N. Sarkozy entraîne une implication politique majeure : pour « représenter la droite au cours des années qui viennent », les Français font davantage confiance à D. de Villepin (24 %) qu'à N. Sarkozy (20 %). A. Juppé est cité en troisième position avec le score, important, de 16 %. Ces résultats sont édifiants sur ce qu'il disent de l'état du sarkozysme en France aujourd'hui. Villepin est l'incarnation, à droite, de l'anti-sarkozysme : le concurrent politique, l'antithèse de style, l'opposé concernant la conception de la fonction présidentielle et, bien évidemment, le rival de Clearstream. Voir aujourd'hui, après trois années de sarkozysme au pouvoir, Villepin devancer Sarkozy, résonne comme un retournement de l'histoire. Et à sa manière, A. Juppé complète ce tableau. Juppé le chiraquien, remercié de ses fonctions ministérielles par N. Sarkozy en 2007, aussitôt qu'après avoir été nommé, Juppé peut aujourd'hui s'enorgueillir de figurer au tableau d'honneur des espoirs pour la droite de demain. Certes, aux yeux des sympathisants UMP, N. Sarkozy (49 %) devance toujours A. Juppé (14 %) et D. de Villepin (12 %). Et certes, une majorité de Français (52 %) reconnaît toujours en N. Sarkozy le « leader de la droite ». Mais ces digues apparaissent bien fragiles face au flot des contestations.

A gauche, pour ce qui les concerne, la plupart des présidentiables socialistes enregistrent des progressions de popularité. En particulier : La popularité de M. Aubry progresse de 4 points (à 53 %), dans le sillage des élections régionales, dans le contexte de son voyage en Inde et de ses prises de position concernant la réforme des retraites ; La popularité de S. Royal conquiert 3 points (à 41 %), à la faveur là encore des élections du mois de mars et de l'implication de la présidente du Conseil régional après la tempête Xynthia. D. Strauss-Kahn (57 %, +2) et F. Hollande (42 %, + 2) confortent également leurs positions, aux premier et troisième rangs du palmarès de ces quatre leaders. Pour N. Sarkozy, l'anniversaire de ces trois années à l'Elysée signe un acte de décès : le sarkozysme de 2007, en faveur duquel les Français s'étaient prononcés, est désormais condamné par l'opinion, et le rival absolu, D. de Villepin, a su renaître de ses cendres au point désormais de devancer N. Sarkozy pour représenter la droite de demain.

Au nouveau baromètre Ifop/JDD les choses ne s'arrangent guère pour Nicolas Sarkozy, cinq semaines après la déroute des régionales (+ 1 de satisfaits mais + 3 de mécontents). Cette stabilisation au plus bas du Président s'accompagne d'une évolution analogue de son Premier ministre (+ 1 de satisfaits, mais aussi + 2 de mécontents), mais à un niveau supérieur de près de 20 points. Avec 31 % seulement de satisfaits (+ 1, mais c'est son deuxième moins bon score depuis son élection) et 68 % de mécontents (+ 3), Nicolas Sarkozy bat son propre record d'impopularité. Il est naturellement minoritaire dans toutes les catégories sociales et politiques, sauf, bien sûr, chez les UMP, où il compte tout de même un quart de mécontents (25 %, + 3); le mécontentement est maximal chez les salariés du secteur public bien sûr (79 %), mais aussi du secteur privé (71 %), des employés (76 %), des professions libérales et cadres supérieurs (77 %) et des cadres moyens (76 %). S'il remonte cette semaine chez les commerçants et artisans (+ 13) et chez les sympathisants du MoDem (+ 12), il baisse chez les femmes (- 4) et chez les sympathisants du FN (- 5)

Dans cet entre-deux électoral, il ne se passe pas un jour sans qu'un « think tank » ne soit créé, un cercle de réflexion lancé ou un club d'« amis » constitué. Il y a quelques jours, la première secrétaire du Parti socialiste vantait les mérites d'une politique du care (de l'anglais qui signifie « soin ») consistant à « réhumaniser la société », tandis qu'Alain Juppé appelait à une refonte complète du système fiscal et que le secrétaire d'État chargé de l'emploi, Laurent Wauquiez, jetait les bases d'un club baptisé « La droite sociale ». Enfin, le PS lance un appel à inventer une « nouvelle civilisation », formule qui n'est pas sans rappeler « la politique de civilisation » que Nicolas Sarkozy appelait naguère de ses vœux.

Le projet du PS

Selon G. Bachelay, la gauche doit surmonter trois défis, sociologique, idéologique, stratégique. Trois zones de turbulences guettent la gauche. Pour les surmonter, il faut tirer les vraies leçons du scrutin régional. La première secousse est sociologique. Le spectre social de la France sans perspectives ne cesse de s'élargir. Des groupes de plus en plus nombreux, exclus, ouvriers de l'industrie, employés des services publics, mais aussi techniciens ou cadres intermédiaires du secteur privé, agriculteurs, commerçants, artisans, ont l'impression de sortir des radars de l'Histoire.

Il remarque que dans ce contexte, la gauche a marqué des points. Selon TNS-Sofres pour Le Monde, au premier tour des régionales, elle a recueilli 45 % des voix des ouvriers, 53 % chez les employés, 67 % parmi les professions intermédiaires. La deuxième bourrasque risque d'être idéologique. La campagne régionale a fait surgir plusieurs débats entre le Parti socialiste, Europe Ecologie et le Front de gauche : l'écologie positive et non punitive, via des mécanismes incitatifs plutôt qu'un impôt injuste comme la taxe carbone Sarkozy ; la mutation de nos industries par la conversion, la spécialisation ou la relocalisation ; la part du nucléaire dans la filière énergétique ; le développement de l'agriculture, économie autant que mode de vie. Sans oublier le rapport à la gestion. Sur le terrain, l'homogénéité programmatique de la gauche n'a jamais été aussi nette. Toutes ses formations consacrent le rôle de la puissance publique pour défendre l'emploi (contrats de sécurité professionnelle) ; peser face aux grands groupes cotés (aides publiques conditionnées) ; soutenir les PME et les énergies renouvelables (pôles publics régionaux pour l'innovation industrielle) ; miser sur l'effet de levier des territoires (infrastructures universitaires et de recherche) ; conforter le service public face au marché (transports en commun, eau, biodiversité). Une gauche sociale-écologique est née. Le dernier écueil est stratégique : comment s'y prendre en 2012 ? D'abord le projet, c'est-à-dire l'articulation des valeurs et des choix. A chaque formation d'imaginer sa France post-sarkozyste et d'après-crise. Au PS, quatre conventions et une dizaine de forums des idées rythmeront l'agenda. Avec la volonté de faire du neuf en tirant les leçons de l'expérience, du monde qui change et des attentes de la France qui décroche.

Laurent Mauduit dans Médiapart analyse le document de travail présenté par P. Moscovici. Le texte détaille les quatre grands déséquilibres du système capitaliste qui se sont creusés pour aboutir à l'explosion en 2008. Premier déséquilibre : « L'emprise croissante de la finance soumet notre économie à la voracité d'une minorité et à la tyrannie du court terme. Le retour sur investissement doit être maximal et immédiat. Il sacrifie le long terme, les salariés et l'intérêt général. Le capital l'a massivement emporté sur le travail. » Deuxième déséquilibre : « L'explosion des inégalités fait se côtoyer l'hyper-richesse et la précarité. Les inégalités entre une majorité de citoyens, perdants de ce système, et une infime minorité se sont massivement creusées. » Troisième déséquilibre : « Le déficit de régulation des échanges mondiaux a mis les pays et les Etats en concurrence alors que, dans le même temps, entraînent dans le périmètre de ces échanges de nouveaux pays, les émergents, avec des protections sociales inexistantes ou balbutiantes et donc des coûts de production très faibles. » Quatrième déséquilibre : « Notre modèle de croissance a aussi provoqué une crise environnementale. Nous avons une nouvelle civilisation à inventer. Elle passe par le retour du politique. » Le texte dresse un rapide bilan de la gestion passée des socialistes. L. Mauduit note cependant « on observera que le texte se garde bien de mettre le capitalisme en cause dans son principe, ou l'économie de marché. En quelque sorte, c'est une sorte de synthèse jospinienne : le retour à la première gauche mais de manière tempérée. C'est un texte dont on devine donc en pointillé l'inspiration : le réformisme de gauche. Mais pas le radicalisme. Les socialistes ont le courage de défendre la nécessité d'une véritable « révolution fiscale ». Mais en d'autres domaines, le texte est moins volontariste. L'auteur passe en revue les principales propositions de ce texte. Un pôle public d'investissement industriel. Cette première proposition est inattendue, pour ne pas dire incongrue. Car s'il plaide pour un rôle accru de l'Etat dans l'économie, le texte n'évoque aucune nationalisation. Il est donc très en retrait sur certaines propositions actuellement en débat, comme celle de Jacques Julliard, pourtant issu de la deuxième gauche, recommandant une nationalisation du crédit. On ne comprend pas bien si les privatisations de GDF, lors de son absorption par Suez, ou celle d'EDF, seront remises en cause. Au lieu de cela, le texte avance une étrange proposition consistant à créer une sorte de fonds d'intervention, un peu à la manière du Fonds stratégique d'intervention (FSI), installé par Nicolas Sarkozy, l'affairisme en moins. Un gouvernement économique européen. A première vue, rien de très nouveau sous le soleil socialiste. Le modèle de développement. Ce texte n'a assurément plus rien à voir avec les programmes que les socialistes ont élaborés ces dernières décennies. C'est la gauche sous ses nouveaux

atours: elle est redevenue sociale, mais elle est de surcroît écolo, et plaide pour un nouveau modèle de développement. La Sécurité sociale professionnelle. La proposition d'une Sécurité sociale professionnelle n'a plus le mérite de l'originalité. Au cours de ces dernières années, presque tous les courants politiques ont fait leur cette proposition de la CGT. Le droit du travail. Il y a des habiletés dans le texte qu'il est difficile de ne pas relever. Il est ainsi suggéré un «renforcement des moyens de l'inspection du travail». Mais pourquoi ce renforcement? Pour en revenir par exemple à l'autorisation préalable de licenciement? On se souvient que, dans les années 1990, la question avait beaucoup divisé la gauche et que Lionel Jospin, après en avoir fait la promesse, l'avait ensuite oubliée en chemin. Autre habileté: le texte suggère le recours à d'éventuelles sanctions financières frappant les entreprises en certaines circonstances. Mais lesquelles précisément? S'agit-il par exemple d'un système de taxation des entreprises abusant du travail précaire? La politique salariale. Depuis fort longtemps, les socialistes n'avaient pas eu de telles audaces en matière de politique salariale. Le mot même d'échelle des salaires était tabou. Et beaucoup de socialistes, pris dans les dérives sociales-libérales, trouvaient le salaire minimum furieusement archaïque. La révolution fiscale. C'est le volet le plus audacieux et le plus nettement ancré à gauche de cette ébauche de plate-forme. L'idée de rebâtir un véritable impôt progressif sur les revenus, avec deux tranches supplémentaires, est évidemment courageuse. Il en va de même de l'idée de faire partiellement machine arrière sur les allègements sur les droits de succession, organisés par Nicolas Sarkozy. Dans la foulée, les socialistes auraient sans doute été bien inspirés de rouvrir le débat sur l'ISF, pour le transformer en un véritable impôt sur le capital, quitte à ce que ses taux d'imposition soient plus bas. Le bouclier social. Propositions utiles. Comment être contre? Il est grand temps qu'un bouclier chasse l'autre...

Le jour où le Comité d'orientation des retraites publiait ses nouvelles projections sur l'équilibre du système, faisant état d'un déficit annuel colossal, la première secrétaire du PS publiait un article dans Le Monde, intitulé «Au-delà de la réforme des retraites, il faut réussir la révolution de l'âge». « Cet article programmatique marque bien l'entrée en campagne présidentielle de Martine Aubry. Tous les ingrédients du discours socialiste y sont : la promesse d'une société différente et la révolution de l'âge ». Elle aussi a compris que c'est avec les voix des seniors que se gagnera la bataille de 2012. Les électeurs de 35 à 55 ans, qui seront les plus touchés par les réformes de 2010 pèseront, selon l'Ifop, un tiers du corps électoral. Et les 55 ans et plus, 38 %. « Son objectif est très clair, dit le politologue Rémi Lefebvre : se rapprocher de cet électorat des seniors qui a élu Nicolas Sarkozy en 2007, et qui fera l'élection de 2012. » À travers cet article, on comprend ainsi que la classe nombreuse des seniors constituera la cible prioritaire des programmes électoraux de 2012. Et ce, à gauche comme à droite. Les jeunes, pas assez nombreux ni influents, n'intéressent plus les politiques.

A la suite de l'article de M. Aubry dans le Monde sur la politique de la vieillesse, celle-ci emploie la notion de care. Sandra Laugier, philosophe, Pascale Molinier, psychologue, et Patricia Paperman, sociologue, mettent en cause la vision conformiste et électoraliste qu'en donne actuellement le Parti socialiste. Et pose cette question: Qu'est-ce la politique du care? Les problèmes soulevés par l'éthique du care intéressent aussi bien des sociologues, des juristes, des psychologues, des philosophes, des politistes, des littéraires, des géographes, des anthropologues. Ces approches se trouvent également utilisées par de nombreux praticiens du soin ou du travail social. C'est dire l'ampleur de la perspective du care, qui entre en résonance avec un ensemble de transformations sociales importantes comme l'entrée massive des femmes sur le marché du travail, la féminisation des migrations transnationales, les mouvements de travailleurs-travailleuses sans papier, les transformations des modes capitalistes d'organisation du travail (flexibilité, intensification...), l'allongement de la durée de la vie, le changement de la place des patients et des familles dans le processus de soin (exemple : VIH, Alzheimer et handicaps). La perspective du care capte des préoccupations sociales saillantes aujourd'hui. Le care est un concept critique, qui révèle des positions de pouvoir, et agace. C'est en ce sens, critique, qu'on peut parler de politique du care : d'une politique qui mette le care, et l'organisation sociale et politique de ce travail de care, au centre de ses priorités, et fasse du care un enjeu de la démocratie. Et il ne suffit pas pour cela d'invoquer la solidarité, le soin, l'attention aux autres, comme cela a été fait de façon irréflectée et moralisante ces derniers temps. Il faut aller jusqu'au bout de l'idée critique et radicale - féministe, encore une fois - qui était à la source de l'éthique du care : que les éthiques majoritaires, et leur articulation au politique, sont le produit et l'expression d'une pratique sociale qui dévalorise l'attitude et le travail de care et par là les réserve prioritairement aux femmes, aux pauvres, aux immigrés. Il ne s'agit pas de préconiser une idée d'un "soin mutuel" mais plutôt de questionner qui fait quoi et comment. La « société du bien-être » ne pourra faire l'économie des conflits et des tensions que suscitent ces interrogations, et plus largement d'une réflexion sur la politique du care.

La réforme des retraites

Sondage. Une majorité de personnes interrogées par BVA pour Les Echos, réaffirment leur attachement au maintien à 60 ans de l'âge légal de départ à la retraite, jugeant « légitime » l'opposition du PS à son relèvement. En chute libre le mois dernier, la popularité de la politique économique du gouvernement se raffermi quelque peu. Le quoti-

dien souligne « A peine lancé, le processus de réforme des retraites suscite déjà un tir de barrage à gauche. Des critiques qui commencent à porter leurs fruits dans l'opinion. Le ministre du Travail « a tort de vouloir aller vite pour mener à terme cette réforme car c'est un sujet délicat qui nécessite du temps et de la concertation », estiment 61 % des personnes interrogées par BVA. « Si, dans les enquêtes d'opinion, 80 % des Français reconnaissent la nécessité d'une réforme des retraites, ils ne veulent manifestement pas qu'elle se fasse à la va-vite, souligne Céline Bracq, la directrice adjointe de BVA Opinion. Et nombre d'entre eux désapprouvent l'orientation prise par le gouvernement : jouer seulement sur l'âge légal et la durée de cotisation. » Là aussi, l'opposition a, semble-t-il, marqué des points en défendant la taxation des banques, des stock-options ou des revenus financiers comme moyen de financer les pensions à l'avenir. Sa défense des 60 ans comme âge légal de départ à la retraite est aussi approuvée par une majorité de la population. La position du PS sur ce point est jugée « légitime » par 58 % des personnes interrogées « car l'âge légal de départ à la retraite est un acquis social et qu'il ne faut pas revenir dessus ». Seuls 37 % des sondés la considèrent comme « démagogique car le recul de l'âge légal de départ à la retraite est nécessaire pour combler le déficit du régime des retraites ». Le timing impulsé par Eric Woerth sur la réforme des retraites et la remise en cause du « symbole » des 60 ans sont soutenus par son électorat, 53 % des sympathisants de droite estimant que le ministre du Travail « a raison de vouloir aller vite » et 61 % jugeant l'attitude du PS « démagogique ». Autre motif de satisfaction pour l'équipe de François Fillon, la popularité de sa politique économique se redresse ce mois-ci, 28 % des personnes interrogées par BVA la jugeant « bonne » (+ 1 point) et 66 % la considérant « mauvaise » (- 4 points).

Thomas Piketty estime dans Médiapart (21/04) que beaucoup de gens veulent utiliser ce rapport pour inquiéter et faire peur, notamment les partisans de la capitalisation. Mais cette peur généralisée est aussi le résultat des «défaillances des politiques, gauche comprise, qui n'ont pas réussi à rassurer et à remettre à plat le système». Pour le reste, «le rapport du COR rappelle ce que l'on sait déjà: l'équilibre des retraites est assez simple. Si l'on augmente les cotisations de 5 points à l'horizon 2030, il n'y a aucun problème, plus du tout de déficits. Si on ne les augmente pas du tout, alors il faudra travailler 5 ans de plus pour conserver les mêmes retraites.» Tandis que les syndicats estiment que les déficits sont d'abord le fait de la crise (ce que le COR démontre très bien), l'exécutif soutient que «le problème des retraites est d'abord démographique». Pour lui, la question des ressources n'est donc pas centrale. Thomas Piketty juge cet a priori gouvernemental «absurde. C'est un choix très idéologique qui bloque la discussion. De toutes façons, les cotisations finissent toujours par être payées par les salariés». Faut-il taxer les revenus financiers pour trouver des ressources supplémentaires, comme le réclament une partie de la gauche et les syndicats? «Il est assez naturel que le système de retraites repose avant tout sur les salaires, car il y a un lien entre le travail et la retraite.» Voilà pour le principe de base. Mais afin de passer le cap du papy-boom (une «bosse» démographique), l'économiste plaide, à court terme, pour une «taxe exceptionnelle sur les revenus financiers, les profits bancaires, ou une surtaxe d'impôt sur les sociétés».

Jean Gadrey dans une tribune au Monde observe que « L'analyse actuelle du financement des retraites repose sur des hypothèses de croissance économique et de gains de productivité à l'infini (souvent 1,5 % par an en moyenne). On oublie de se demander si c'est compatible avec les exigences d'une société soutenable. Il serait temps de s'interroger sur le paradoxe qui consiste à défendre l'environnement des générations futures à propos du climat et à l'oublier lorsqu'il est question de leurs retraites à long terme. Cela conduit-il à un pessimisme aggravé ? Il existe deux pistes crédibles à combiner : la réorientation de la production vers des " valeurs ajoutées durables ", sans croissance globale des quantités, et le partage des richesses. La première piste revient en fait à rappeler que la richesse nationale qui sert de base au financement public n'est pas dans les quantités mais dans la valeur ajoutée. A quantités produites identiques, il y a nettement plus de valeur ajoutée monétaire (et d'emplois), donc de richesse économique, donc de bases de financement de la protection sociale, dans les productions les moins polluantes et les plus douces avec la nature. La deuxième piste est le partage des richesses. Pas seulement les richesses marchandes. Il faut aussi développer des services hors marché (santé, culture et sport, transports collectifs, soins pour tous...) et l'accès à des richesses non économiques (liens sociaux, participation citoyenne, richesses naturelles...) pour fonder le bien vivre des retraités. Pour financer les retraites, les dizaines de milliards d'euros à trouver annuellement existent déjà, sans croissance. Il faut les sortir des " niches " fiscales et sociales les plus contestables et prendre l'argent là où il est. En tout, cela fait 80 à 100 milliards d'euros par an de manque à gagner pour les finances publiques. Avec de telles orientations, le droit à une retraite de bonne qualité à 60 ans peut être assuré durablement. Ceux qui défendent cet acquis ont d'excellents arguments. »

La crise de la dette grecque et les recommandations du FMI.

La Tribune relève que « L'Allemagne n'a apporté aucune garantie à son intervention et Paris, comme Berlin, a durci le ton à l'égard d'Athènes. De sorte que le FMI a repris la main en affirmant sa confiance dans les « efforts courageux du peuple grec », à contre-courant de son image traditionnelle de père-la-rigueur. L'attitude du FMI révèle aussi l'inquiétude des États-Unis à voir Athènes devenir le « Lehman Brothers » du risque souverain. Bref, en un

week-end, la crise grecque a changé de dimension pour devenir « systémique », comme disent les financiers. Car si la Grèce tombe, tous les dirigeants de la planète seront fondés à se dire : qui sera le prochain à être attaqué par les marchés ?

L'appel d'Athènes a jeté une lumière crue sur la question de l'endettement de nombre de pays et du risque de propagation de la crise grecque aux nations qui ont engagé des milliards de dollars pour panser les plaies de la crise des subprimes. Selon les calculs du FMI, le ratio d'endettement des pays avancés pourrait bondir de 80 % du PIB avant la crise, à environ 115 % d'ici à 2014. « La reprise est là, mais deux problèmes subsistent, le chômage et le lourd fardeau de la dette », a martelé D. Strauss-Kahn, directeur général du FMI.

Pour sa part, Libération note que Berlin n'a cessé d'envoyer des signaux contradictoires aux marchés, la chancelière n'étant pas sur la même longueur d'onde que son ministre des Finances, Wolfgang Schäuble. Angela Merkel a même prôné, le 17 mars, l'expulsion pure et simple de la Grèce de la zone euro. Au lendemain du 11 avril, date à laquelle les ministres des finances ont précisé les détails de leur plan d'intervention - pour 2010, 30 milliards prêtés par les quinze partenaires d'Athènes sur trois ans à un taux proche de 5% auxquels s'ajouteront 15 milliards provenant du FMI -, la chancellerie n'a pu s'empêcher de déclarer que la « pose d'un extincteur n'implique pas que l'on aura à s'en servir ».

Chacune de ses déclarations, motivées par les réticences de l'opinion publique allemande, a contribué à remettre le feu sur les marchés, qui ont fini par ne plus croire à la volonté de la zone euro de voler au secours de la Grèce. Et même de sa propre monnaie, attaquée par des marchés commençant à se demander si l'euro a encore un avenir. Et l'éditorialiste des Echos de remarquer « L'engrenage peut vite devenir intenable pour la zone euro. Car la crise a considérablement affaibli les finances des Etats. Ainsi, la moitié du budget français, aujourd'hui, est financée par l'emprunt. Et ce n'est pas un cas isolé. Autant dire que si la Grèce ne parvient pas à redresser ses finances publiques, ses partenaires de la zone euro n'auront bientôt plus les moyens de lui venir en aide. Il ne restera alors plus à Athènes qu'une seule issue : renégocier sa dette. »

Sur France Inter (26/04) B. Thibault relève que la situation grecque est assez révélateur de ce que l'on vit au plan européen, à savoir une dilution de l'Union européenne. Il n'y a pas d'Europe aujourd'hui. Il n'y a pas d'Europe, on le voit d'ailleurs singulièrement sur un plan politique, ceux qui ont le vent en poupe ce sont les mouvements nationalistes. Ce sont des partis d'extrême droite et dans plusieurs pays européens. Il faut savoir que la situation grecque est due à des manipulations comptables de la part de l'ancien gouvernement grec. Et aujourd'hui, ceux qui sont appelés à faire, à payer la facture par plans de restriction, ce sont les salariés grecs. Et nous avons une Union européenne et plusieurs pays qui disent « Vous n'allez pas assez loin », sous l'injonction des marchés financiers qui souhaitent... - et on pourra faire un parallèle un peu avec la situation française ou le débat sur les retraites -, on est maintenant sous un chantage des marchés financiers qui commande aux Etats d'avoir une orthodoxie dans leurs comportements financiers et singulièrement de faire des économies sur tout ce qui est dépenses sociales, dépenses publiques. Il faut savoir qu'une des motivations par lesquelles il nous faut ou il nous faudrait, selon le président de la République, légiférer très rapidement sur le dossier des retraites, c'est non pas que nous soyons en cessation de paiement sur l'avenir des retraites dans notre pays, nous avons un problème de moyens et de long terme que nous avons, je dirais, le temps d'étudier, de débattre pour trouver des solutions. Mais ce à quoi nous sommes confrontés, c'est comme à d'autres pays, la nécessité de donner des gages aux marchés financiers sur la bonne conduite des finances publiques. Et à ce titre, il faut que le Gouvernement français donne des gages et montre un plan d'économies en matière de retraites.